



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

OCCITANIE EUROPE

NOS MISSIONS : INFORMER | REPRÉSENTER | APPUYER | COOPÉRER

TABLE des matières

03	Le mot du Président
04	Qui sommes-nous ?
06	L'année en bref
07	Focus sur la session d'information
08	Nos objectifs 2018... ce que nous avons réalisé
10	Informier
15	Représenter
18	Appuyer
26	Coopérer
28	Objectifs 2019
30	Annexes

LE MOT du Président

L'année qui vient de s'écouler a été marquée par l'adhésion à Occitanie Europe de trois Communautés d'agglomération : Alès Agglomération, Hérault Méditerranée et Sète agglomération méditerranée.

Je me félicite de ces adhésions qui renforcent notre approche collective concrétisée par le choix du statut associatif. C'est une démarche plurielle prenant en considération l'ensemble des spécificités, réalités, expertises territoriales qui anime l'équipe de l'association.

Deux sujets ont également été au cœur de nos préoccupations en 2018 : les propositions formulées par la Commission européenne pour la prochaine phase de programmation 2021-2027 de l'Union et le Brexit.

Ces deux dossiers majeurs ont des impacts directs sur la région Occitanie, ses filières industrielles, sa population et illustrent parfaitement l'importance des décisions arrêtées à Bruxelles pour notre territoire.

Dans cette optique, Occitanie Europe s'est mobilisée durant toute l'année pour analyser les futures orientations des politiques européennes après 2020, les moyens financiers dont disposera l'Union en vue de leur déploiement mais aussi suivre l'épineuse question de la sortie du Royaume-Uni.

En effet, l'Union européenne à travers la PAC et la politique de cohésion, qui représentent près de 70 % de son budget total, a une action majeure au service du développement économique régional. La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée dispose ainsi plus de 2,8 Mds € de fonds européens pour la période 2014-2020 pour soutenir le territoire et ses acteurs. En qualité d'autorité de gestion, elle oriente et assure

le déploiement des programmes FEADER, FEDER, FSE et IEJ.

A cela, s'ajoutent les crédits des programmes interrégionaux (Pyrénées, Massif Central, Loire, Rhône Saône) et de Coopération (POCTEFA: Espagne-France-Andorre, SUDOE, MED, Interreg Europe et Instrument de voisinage Méditerranée) et les programmes sectoriels gérés directement depuis Bruxelles (Horizon 2020, COSME, Erasmus+, LIFE).

Au regard de l'utilité des financements européens pour notre région, l'équipe à Bruxelles a suivi pas à pas l'état d'avancement des négociations visant à déterminer le niveau du budget européen, sa ventilation entre les différents dispositifs mentionnés mais aussi la base réglementaire qui encadrera leur mise en œuvre. L'objectif est de s'assurer que notre territoire régional continuera à bénéficier d'un appui européen conséquent mais aussi que les conditions de mise en œuvre et d'obtention des fonds entrent en cohérence avec les réalités administratives, industrielles, académiques, culturelles d'Occitanie.

Nous avons aussi été particulièrement attentifs aux évolutions des tractations autour du Brexit puisque les incidences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sont multiples : de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement de nos entreprises à la mobilité de nos étudiants en passant par la question des résidents britanniques, des impacts touristiques ou encore de la desserte de nos aéroports par des compagnies britanniques.



© Antoine Darmaud-David Maugeudre/Région Occitanie

Dans cette optique, une journée Brexit a été organisée afin d'échanger avec les services de la Commission européenne, l'équipe de Michel BARNIER, les Représentations permanentes auprès de l'Union européenne françaises et britanniques en vue d'évaluer les impacts du Brexit pour l'Occitanie.

On peut mesurer à l'aune de ces deux dossiers l'intérêt de poursuivre et d'intensifier le dialogue noué avec Bruxelles.

Je voudrais, dans le prolongement de mes propos, souligner le rôle accru du Parlement européen dans le processus décisionnel de l'Union et ainsi rappeler l'importance des élections qui se dérouleront en mai 2019. A travers ses financements comme son corpus législatif, l'Union a un poids réel sur notre quotidien. Dès lors, il est fondamental de voter lors des prochaines européennes car elles contribueront fortement à dessiner le futur paysage politique de l'Union, notamment parce qu'elles conditionneront la future présidence de la Commission dont le mandat sera renouvelé en novembre prochain.

C'est donc une année cruciale qui s'ouvre à nous !



Romain PAGNOUX,
Président d'Occitanie Europe

QUI SOMMES NOUS ?

Les bureaux régionaux à Bruxelles

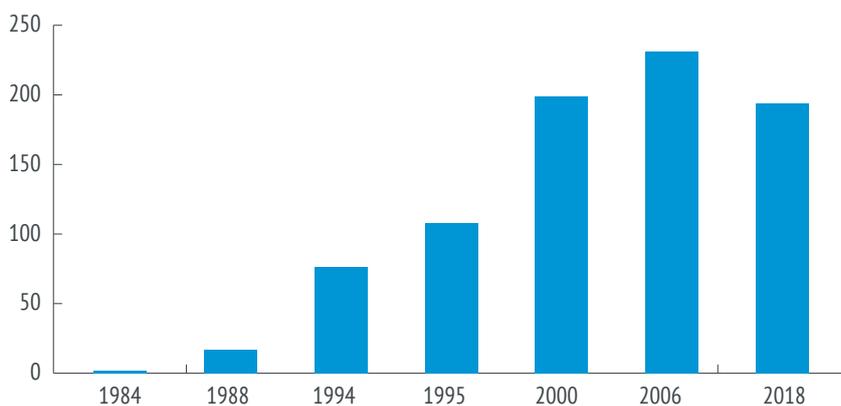
Plus de 200 collectivités régionales et locales européennes ont ouvert un « bureau de représentation » dans la capitale belge depuis le milieu des années 1980.

Les structures diffèrent (personnel, budget) fortement d'un pays à l'autre, notamment en fonction du contexte institutionnel des États.

EXEMPLES :

- ▶ Bavière : 30 personnes (+ 10 stagiaires)
- ▶ Madrid : 10 personnes
- ▶ Ecosse : 10 personnes
- ▶ Berlin, Londres : 10 personnes
- ▶ **Bureaux français : entre 3 et 10 personnes**

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS RÉGIONALES PRÉSENTES À BRUXELLES



Source: Lobbyfacts.eu

La représentation des régions françaises :

Toutes les régions métropolitaines et ultrapériphériques françaises sont présentes à Bruxelles. Volonté de défendre les intérêts territoriaux via des structures variées :

- ▶ Délégation directe d'une région,
- ▶ Association regroupant plusieurs niveaux de collectivités d'un même territoire,
- ▶ Association regroupant plusieurs types de collectivités et d'autres organismes (CCI, universités, EPCI) d'un même territoire.

Visitez notre site :
www.occitanie-europe.eu

Occitanie Europe à Bruxelles

L'association Occitanie Europe (de type association 1901) a pour objet de représenter la région Occitanie auprès de l'Union européenne, notamment à travers un bureau régional de représentation situé à Bruxelles.

L'association, pour réaliser cet objet, met en œuvre au bénéfice de ses membres les actions suivantes :

- › Contribuer à la promotion des politiques et des actions menées par ses membres auprès des institutions, organes européens et tout autre public-cible défini.
- › Appuyer les actions de lobbying des membres auprès des institutions, organes européens ou de groupes d'intérêts.
- › Transmettre une information ciblée aux membres de manière collective ou individuelle en fonction des demandes émises.
- › Apporter un appui technique aux membres ainsi qu'à tous les opérateurs qu'ils auront désignés.
- › Contribuer aux opérations d'information sur l'actualité, les politiques et les financements européens menées par les membres.
- › Contribuer à la diffusion des politiques, programmes européens et à leur connaissance sur le territoire régional.

Le bureau d'Occitanie Europe dispose d'une équipe de 5 permanents, 2 VIE et de deux stagiaires pour assurer les quatre missions qui constituent le cadre de ses actions :

- › **Informier**
- › **Appuyer**
- › **Représenter**
- › **Coopérer**

Les membres de l'association Occitanie Europe en 2018.



L'ANNÉE en bref

Semaine européenne
des régions et des villes

Galileo

ESS

Missions

Marché unique
du numérique

DIH

I-Capital

Propositions 2021-2027

Visioconférence

Plan Juncker
stratégie plastique

Sète agglomération méditerranée

Hérault
Méditerranée

amendements

Post-2020

Brexit

Session
d'information
à Bruxelles

AD'OCC

exposition au Parlement européen
Alès Agglomération

Consultations
citoyennes

Vos élus à Bruxelles

CHIFFRES CLÉS 2018

57

RENCONTRES ORGANISÉES
DANS LE CADRE DE
GROUPES DE TRAVAIL
THÉMATIQUES DES
BUREAUX RÉGIONAUX
FRANÇAIS À BRUXELLES

22

RENCONTRES AVEC
DES EURODÉPUTÉS
OU ASSISTANTS
PARLEMENTAIRES

55

PARTICIPATIONS À DES
RÉUNIONS DANS LE CADRE
DES RÉSEAUX EUROPÉENS
DONT NOS ADHÉRENTS
SONT MEMBRES

17

RENCONTRES DE
NOS MEMBRES AVEC
DES REPRÉSENTANTS
DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE

UN AN DEPUIS L'ADHÉSION D'OCCITANIE EUROPE AU RÉSEAU ERRIN



Crédit photo: Jordane SALDUCCI

FOCUS

sur la session d'information

En novembre dernier, s'est tenue la session d'information que propose l'association Occitanie Europe à ses membres. Ce rendez-vous annuel est l'occasion pour l'équipe d'Occitanie Europe de partager son quotidien avec ses interlocuteurs, de susciter l'échange avec des acteurs du processus décisionnel, et, ainsi, assurer un dialogue permanent entre le territoire et Bruxelles. Au-delà, cette session 2018 visait à sensibiliser les auditeurs aux évolutions des politiques et programmes de l'Union européenne introduites dans les propositions formulées par la Commission européenne pour la prochaine phase de programmation 2021-2027. L'objectif de cette session était également de présenter les grands enjeux des négociations entre les deux codécideurs que sont le Conseil et le Parlement européen. Dans cette optique, ont également été évoquées les clefs d'une contribution active aux débats autour de l'après 2020. Dans cet esprit, Jean ARTHUIS, Président de la commission des Budgets du Parlement européen, est venu présenter l'avancement des discussions autour du futur Cadre Financier Pluriannuel, soit le budget dont se dotera l'Union après 2020. Les participants ont également pu interroger des représentants de la Commission sur les propositions de l'Institution dans les domaines de la coopération territoriale européenne, de l'inclusion des enfants migrants ou, encore, de l'agenda urbain. La Conseillère en charge des affaires agricoles au sein de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE a partagé son analyse précieuse sur les négociations en cours autour de la PAC. La Banque Européenne d'Investissement a ouvert ses portes à notre délégation afin de présenter ses activités ainsi que le futur programme InvestEU. En outre, Virginie ROZIERE a reçu la délégation Occitanie Europe au Parlement européen, ensemble nous avons visité l'hémicycle et appréhender les différentes implications du mandat d'un député européen. Les échéances électorales européennes et les changements institutionnels qu'elles vont induire ont aussi été largement abordés avec les différents intervenants.

NOS OBJECTIFS 2018...

CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ :



ÉLARGIR LE SPECTRE D'INTERVENTION D'OCCITANIE EUROPE AU NOUVEL ENVIRONNEMENT TERRITORIAL

- › Accueil de 3 nouveaux membres situés sur le territoire de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon.
- › Échanges réguliers et collaboration avec le Département Europe de la nouvelle Agence Régionale de Développement économique et d'innovation, AD'OCC.
- › Accompagnement d'acteurs régionaux dans leurs démarches auprès des Institutions européennes en lien avec les membres de l'association.

RENFORCER LA VISIBILITÉ DE L'ASSOCIATION OCCITANIE EUROPE ET DE SES MEMBRES



- › Réunions du club des Occitans, personnes originaires de la région Occitanie ou ayant de fortes attaches avec le territoire et actives au sein ou autour des Institutions européennes.
- › Mobilisation des membres de l'équipe d'Occitanie Europe dans l'organisation sur le territoire d'évènements en lien avec l'Union européenne, ses politiques et programmes.
- › Mise en place d'une rubrique « évènements » sur le site Internet. Activité amplifiée sur Twitter.
- › Accueil de représentants des Institutions européennes dans les locaux pour des réunions de travail.
- › Mise à disposition de la salle de réunion pour des temps d'échange autour de projets européens portés par des opérateurs locaux.
- › Interventions des membres de l'équipe pour faire connaître les politiques et programmes européens auprès de publics variés.



SUSCITER LE DIALOGUE ENTRE LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION ET LES ACTEURS DU PROCESSUS DÉCISIONNEL EUROPÉEN

- › Participation aux réunions, travaux des réseaux européens dont certains mandants de l'association sont membres.
- › Organisation de multiples rencontres entre les mandants de l'association, des opérateurs locaux et les acteurs du processus décisionnel européen.
- › Dépôt d'amendements dans le cadre des négociations au sujet des futurs règlements de mise en œuvre des dispositifs, fonds européens après 2020.
- › Appui aux membres de l'association en vue de leur participation aux prix, consultations publiques lancées par la Commission européenne.



CONSOLIDER LES LIENS AVEC LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

- › Déplacements du coordinateur territorial auprès des membres ou des opérateurs locaux qu'ils ont identifiés.
- › Multiplication des échanges entre les membres de l'équipe et leurs correspondants sur le territoire par le biais de visioconférences.
- › Déplacements de l'ensemble des membres de l'équipe d'Occitanie Europe sur le territoire.
- › Accompagnement d'opérateurs locaux désignés par nos membres.

OCCITANIE EUROPE SUR LE TERRITOIRE

En complément des contacts réguliers avec les membres de l'association, l'année 2018 s'est traduite par de nombreuses rencontres et réunions de travail avec des collectivités territoriales telles que les Communautés d'agglomération d'Hérault Méditerranée, d'Alès Agglomération, du Sicoval...

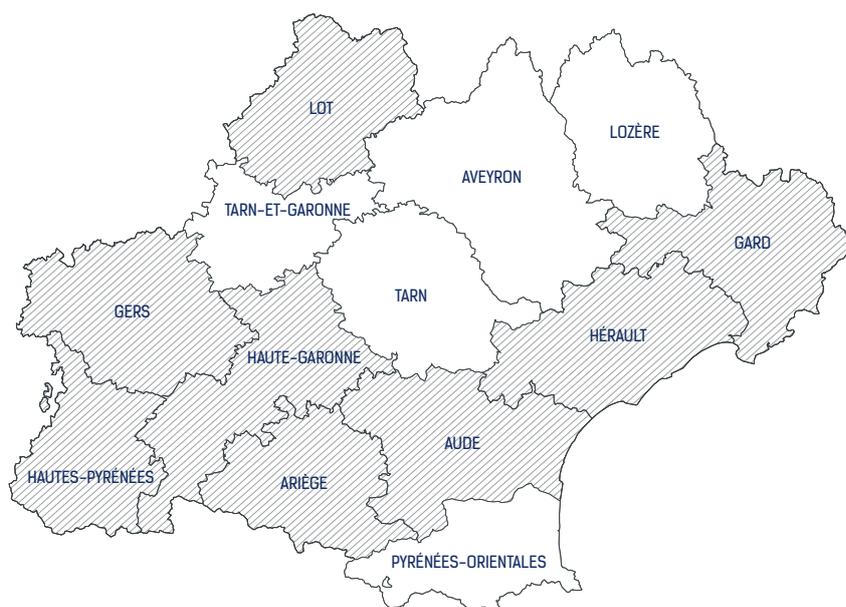


Ainsi, des rencontres bilatérales se sont tenues avec :

- › Le Département de la Haute-Garonne sur les outils et programmes liés à la coopération territoriale,
- › L'Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées très impliquée dans les programmes de R&D tel qu'Horizon 2020,
- › Toulouse Métropole pour divers projets de coopération, d'actions innovatrices urbaine, environnementaux,
- › La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée sur les politiques européennes, le futur cadre financier pluriannuel, les outils de communications sur l'Europe,
- › Les Hautes-Pyrénées pour des actions liées au développement économique des PME,
- › Le Sicoval pour le montage d'un projet portant sur la transition numérique dans le cadre du programme européen Action Innovatrices Urbaines,
- › L'Agglomération Hérault Méditerranée sur diverses pistes de travail portant sur les thématiques environnementales, culturelles, de gestion du littoral et de coopération territoriale,
- › Le Département de l'Aude pour des projets de coopération territoriale.

L'année 2018 s'est traduite également par de nouvelles adhésions :

- › Alès Agglomération.
- › Sète agglomération méditerranée.
- › Hérault Méditerranée.



 départements dans lesquels un membre de l'équipe s'est rendu

INFORMER

veille et suivi

L'association assure une veille informative sur les politiques et programmes de l'Union afin de faire bénéficier les membres de l'association des opportunités européennes.

Une telle veille concerne la législation et les financements européens, la mise en réseau, les offres de partenariats et s'effectue grâce à différents outils d'information : site Internet, lettre d'information, courriels d'information, notes de synthèse.

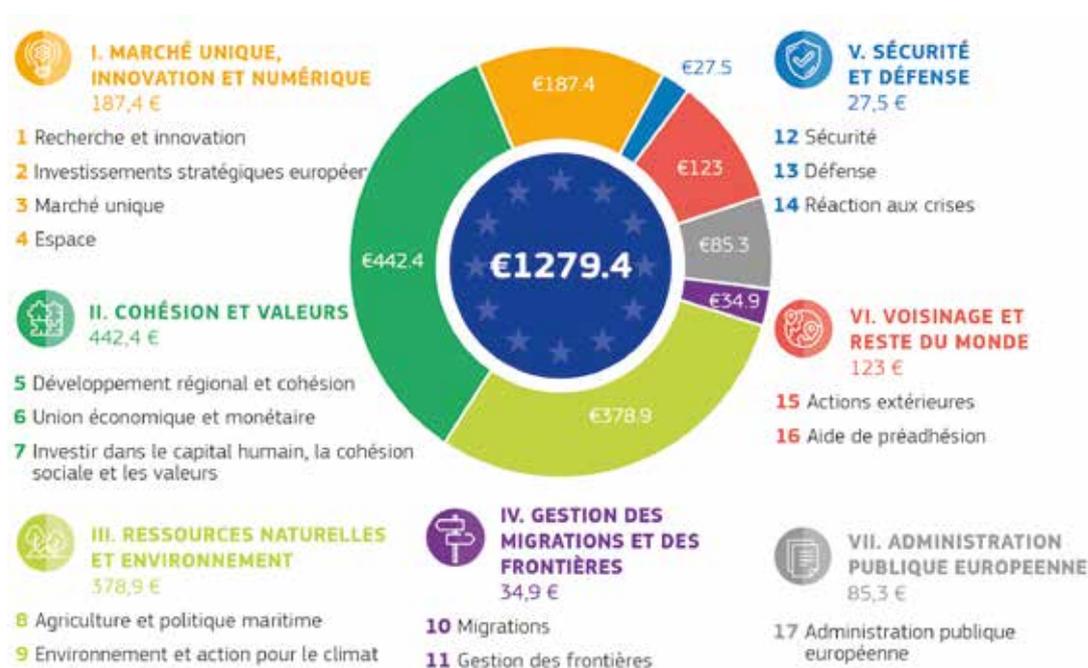
SUR LES PROGRAMMES DE FINANCEMENT DE L'UE

LES CHIFFRES CLÉS DU BUDGET 2021-2027

Les chiffres présentés ci-dessous reflètent les propositions de la Commission européenne pour un budget européen moderne. Le budget de l'Union tend à répondre aux évolutions rapides dans les domaines de l'innovation, de l'économie, de l'environnement et de la géopolitique, notamment.

La Commission propose des règles financières de l'Union plus simples et plus claires pour cette nouvelle programmation 2021-2027.

LE NOUVEAU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027 (en milliards d'euros, prix courants)



Source: Commission européenne - Un budget de l'UE pour l'avenir.



Exemples d'actions

pour la mission d'information sur les programmes de financement européens :

APPELS À PROPOSITION ERASMUS+

Dans le cadre de la publication, par la Commission européenne, de l'appel général Erasmus+, en octobre 2018, comme chaque année, nous avons transmis à l'ensemble de nos membres une fiche récapitulative des appels qui allaient être publiés au titre de ce programme. Ce tableau présente ainsi, pour chaque mesure et chaque volet du programme, les dates limites de dépôt des candidatures, ainsi que les budgets leur étant attribués. Puis, un mail spécifique a ensuite été envoyé à la sortie de chaque appel à propositions dudit programme, afin d'informer nos membres des critères d'éligibilité et des priorités identifiées pour chacune des mesures Erasmus+. Ces mails ont également permis de les informer de la tenue de webinaires ou de journées d'informations spécifiquement à ces appels à propositions. Exemples :

- ▶ Appel K3 « Soutien à la réforme des politiques : inclusion sociale et valeurs communes »
- ▶ Appel K2 « Universités européennes »
- ▶ Appel K2 « Renforcement des capacités dans le domaine de la jeunesse »

LE PROGRAMME LIFE

L'année 2018 a été celle de la publication d'un nouveau programme de travail (2018-2020) pour LIFE, principal programme de financement pour l'énergie et le climat. Occitanie Europe s'est investie pour récupérer ce document avant sa publication et permettre ainsi à ses membres de se préparer le plus en amont possible à un potentiel dépôt de projets. Un temps d'échange a également été organisé avec un fonctionnaire de l'unité LIFE de la Commission européenne, lors duquel des questions sur les nouvelles priorités ont pu être relayées. Pour vous soutenir dans votre préparation de candidature pour l'appel 2018, toute une série d'outils disponibles a été présentée. Au-delà de la traditionnelle journée d'information et des webinaires, ont été décrites les modalités pour bénéficier de la mission d'assistance au montage de projet LIFE du ministère français.

SUR LES POLITIQUES ET LA LÉGISLATION EUROPÉENNE

Au-delà de son rôle d'information sur les financements européens, l'association Occitanie Europe effectue également une veille régulière sur la législation et les politiques européennes susceptibles d'avoir un impact sur le territoire. Cela permet ainsi aux acteurs du territoire de se préparer aux évolutions législatives et de se mobiliser si besoin pour défendre leurs intérêts.



Exemples d'actions

pour la mission d'information sur les politiques et la législation européenne :

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

Le 1er juin 2018, la Commission européenne a publié ses propositions législatives sur la réforme de la PAC après 2020, dans la perspective de la future période de programmation financière (2021-2027). Ces propositions s'inscrivent dans un contexte de tension budgétaire puisque la proposition de la Commission européenne sur le futur cadre financier pluriannuel 2021-2027 envisage une baisse de 5 % du budget alloué à la PAC (en euros courants, soit 12 % euros constant et plus de 25 % pour le développement rural plus spécifiquement). La principale nouveauté introduite par ces propositions concerne le mode de gouvernance de la future PAC. La Commission propose en effet d'accorder davantage de flexibilité aux États membres dans sa mise en œuvre. Concrètement, ces documents proposent que des plans stratégiques nationaux soit élaborés par chaque État membre (un seul par pays), puis validés par la Commission européenne, définissant les mesures et les moyens mis en place pour atteindre les résultats attendus au niveau européen. Une évolution qui risquerait d'amoindrir la place des Régions dans la mise en œuvre du développement rural.

Dans ce contexte incertain, nous avons tout d'abord présenté ces nouvelles propositions à nos membres, puis alerté la Région des conséquences négatives qu'elles risquaient d'engendrer sur son territoire. Nous avons suivi les discussions qui ont suivi au sein de la commission agriculture du Parlement européen et informé le territoire du calendrier de négociations au sein des différentes institutions européennes sur le sujet. Enfin, après analyse des trois rapports parlementaires rédigés par les députés européens Herranz GARCIA, Eric ANDRIEU et Ulrike MULLER, nous avons alerté nos membres sur leur contenu, en vue d'une éventuelle réaction menant à un travail de rédaction d'amendements.

HORIZON EUROPE

Dans la perspective de la préparation du programme-cadre pour la recherche et l'innovation 2021-2027, une note regroupant les différentes positions/propositions a été réalisée. L'objectif de cette note était de récapituler des informations sur les discussions préalables à la publication du programme et d'établir une vue d'ensemble des positions des parties prenantes. Ce document a été suivi d'une note sur la proposition de la Commission européenne lors de la publication de sa proposition pour le programme Horizon Europe en juin 2018.

POLITIQUE DE COHÉSION

Afin d'apporter un éclairage sur les propositions formulées par la Commission européenne en vue du déploiement de la politique de cohésion de 2021 à 2027, des fiches synthétiques ont été réalisées par la DG REGIO ou le secrétariat général du Conseil. Ces fiches présentées au groupe «Actions structurelles» du Conseil abordent dans le détail des sujets tels que : le périmètre d'action du FEDER en matière d'investissement, le futur dispositif relatif aux investissements territoriaux intégrés en matière d'innovation, ...)

Elles ont été transmises pour permettre une analyse approfondie des règles de mise en œuvre de la politique de cohésion post 2020 et des dispositifs qui en découlent.

SUR LES PRIX, CONCOURS ET LABELS EUROPÉENS

L'Union européenne reconnaît les réalisations exceptionnelles dans tous les domaines couverts par ses politiques. Elle les récompense grâce à la publication de nombreux prix et concours à destination des collectivités territoriales, des entreprises, des citoyens etc. L'UE valorise par ailleurs le patrimoine européen en créant des labels dans divers domaines. Occitanie Europe a informé tout au long de l'année ses correspondants au sujet de ces opportunités.



Exemples d'informations

liées aux prix, concours et labels européens :

DISCOVER EU

Dans la perspective de la prochaine programmation financière 2021-2027, qui devrait consacrer un budget deux fois plus important au programme Erasmus+, la Commission européenne a lancé en juin 2018, un concours destiné aux jeunes Européens âgés de 18 ans. DiscoverEU vise à permettre à un certain nombre de jeunes de voyager à travers toute l'Europe pendant un mois, et ce, gratuitement. Ce concours devrait faire ainsi l'objet d'une action pérenne au sein du futur programme Erasmus, s'il est couronné de succès dans sa phase expérimentale. Les jeunes sélectionnés auront préalablement parfaitement répondu à un quiz sur l'histoire et la culture européennes.

Pour encourager la participation des jeunes Occitans à cette nouvelle initiative, nous avons informé nos membres en amont de l'ouverture du concours, en leur précisant les modalités et les procédures d'inscription.

I-CAPITAL

Dans le cadre d'un courriel d'actualité européenne à destination des autorités urbaines, nous avons annoncé le lancement à venir du prix Capitale européenne de l'innovation destiné aux villes de plus de 100 000 habitants. Forte de son expérience de 2017, Toulouse a fait le choix de se lancer

à nouveau dans cette compétition et a pu bénéficier du soutien de l'association tout au long de sa candidature (envoi d'informations sur les nouvelles attentes de la Commission, sur les responsables du prix au sein de la DG RTD, sur le calendrier, les récompenses à clé, les autres villes candidates, le format de l'audition et finalement l'annonce des résultats !). Cette belle coopération s'est traduite par la sélection de Toulouse Métropole dans le top 6 et l'obtention d'un prix de 100 000€.

SUR L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE : DIFFÉRENTES SOURCES D'INFORMATIONS

› Vos outils quotidiens :

- › **Site Internet** facile à utiliser, moderne et attractif, et accès à « l'Espace membre » pour consulter exclusivement nos comptes-rendus, notes et informations sur la vie de l'association mis à jour quotidiennement avec les dernières actualités de l'UE et appels sortis.
- › **Compte Twitter** : une équipe proactive sur notre compte @OccitanieEurope pour permettre une communication instantanée avec les membres.

- › **Récapitulatifs hebdomadaires et Newsletters mensuelles** : pour ne rien manquer des appels, consultations et articles sortis sur notre site, avec un document attractif, lisible et moderne.

SUR LES CONSULTATIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Lorsque la Commission européenne commence à travailler sur une nouvelle initiative ou qu'elle révisé une législation existante, elle lance généralement une consultation publique. Des particuliers, des entreprises et des organisations ayant un intérêt ou possédant un savoir-faire dans un domaine donné peuvent participer à l'élaboration de la proposition de la Commission avant que celle-ci soit soumise pour débat et adoption au Conseil et au Parlement européen.

L'association s'attache ainsi à suivre les consultations publiées par la Commission et à en informer les acteurs du territoire susceptibles de pouvoir y répondre.



Consultations publiques



Nouveau Consultation publique sur [d'éventuelles mesures destinées à réglementer l'impact environnemental des machines-outils et du matériel de soudage](#), jusqu'au 10 juillet 2018

Nouveau Consultation publique sur [les drones \(aéronefs sans équipage\) — normes techniques pour les drones en tant que produit et conditions d'exploitation des drones](#), jusqu'au 9 juillet 2018

OCCITANIE EUROPE : ACTIONS SUR LE TERRITOIRE / EXEMPLES

Au-delà et en complément de son rôle d'information sur les différentes politiques et programmes européens, l'association Occitanie Europe effectue également des actions concrètes auprès de ses membres sur le territoire que ce soit via des réunions de travail assez généralistes sur les questions européennes ou sur des points plus précis liés à certains programmes ou à des appels à projets.

Par exemple, dans la perspective de l'appel à projets qui a été lancé à l'automne 2018 dans le cadre du programme Actions Innovatrices Urbaines, plusieurs réunions de travail se sont tenues dans les locaux de l'Agglomération Hérault Méditerranée en présence du coordinateur territorial de l'association, afin d'analyser le contenu de l'appel, d'identifier ses attentes et d'accompagner l'Agglomération dans son travail préparatoire au dépôt d'un projet.

Pour encourager les membres de l'association à se positionner sur les appels à projets européens et plus particulièrement sur la coopération territoriale européenne, nous avons participé aux journées de présentation du dernier appel à projet du programme de coopération MED, qui se sont tenues fin novembre 2018 à Marseille. Le contenu, l'analyse et les objectifs de cet appel à projet ont été diffusés auprès de tous les membres de l'association.

Afin d'apporter un éclairage sur les programmes et les différentes sources de financements, des échanges et réunions de travail ont eu lieu régulièrement avec certains acteurs, tels que le Sicoval pour le dépôt d'un projet novateur dans le cadre de la transition numérique.

La présence d'un coordinateur territorial basé sur le territoire permet, en complément du travail effectué par le bureau de Bruxelles, d'être au plus près des membres, d'appréhender leurs attentes et de rencontrer et travailler régulièrement avec les techniciens à leur service.

REPRÉSENTER

visibilité à Bruxelles

Occitanie Europe sensibilise les acteurs européens aux enjeux clés de la Région.

La mission de représentation d'Occitanie Europe consiste à organiser et participer à différentes manifestations afin de renforcer la visibilité du territoire régional au sein de la sphère bruxelloise. Grâce à sa présence à Bruxelles, Occitanie Europe contribue à sensibiliser les acteurs européens aux enjeux clés de la Région et à influencer le processus décisionnel européen en faveur de ses intérêts.

En 2018, l'association a mené à bien sa mission de représentation autour de différentes actions phares :

NETWORKING

Occitanie Europe assure la visibilité de la région en structurant un réseau d'interlocuteurs au sein des institutions européennes comme de la société civile, sensibilisé aux intérêts des acteurs du territoire.

En 2018, les actions de réseautage d'Occitanie Europe se sont reflétées dans sa participation à un certain nombre d'événements propices aux échanges. Certaines des participations ont consisté en de grands rassemblements concentrant un nombre important d'acteurs.

EXEMPLES :

La Semaine européenne des régions et des villes.

Participation aux ateliers organisés dans le cadre de la Semaine européenne des régions et des villes (8-11 octobre 2018). Organisée par le Comité des Régions, cette manifestation s'articulait cette année autour de la politique européenne de cohésion, 2018 correspondant à :

- ▶ **L'année du 30ème anniversaire de la politique de cohésion** (c'est en 1988 que les Fonds structurels européens existants ont été intégrés à une politique de cohésion globale intégrant les principes qui sont aujourd'hui encore au cœur de sa mise en œuvre : concentration des financements sur les régions les moins avancées ; programmation pluriannuelle ; orientation stratégique des investissements, et implication des collectivités régionales) ;
- ▶ **Une année déterminante pour l'avenir de cette politique** (dans le cadre des négociations sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027).

Réunis par le slogan **«Pour une politique de cohésion forte après 2020»**, les séminaires et ateliers organisés à cette occasion avaient pour principaux thèmes :

1. **Le développement territorial** (régional, urbain, rural),
2. **L'avenir de la politique de cohésion et le budget européen post-2020**,
3. **La dimension régionale de l'éducation, de la jeunesse et de la culture.**

Grande messe annuelle, ce rassemblement bruxellois permet aux acteurs régionaux et locaux de se rencontrer et de montrer les projets développés sur leur territoire grâce à l'utilisation des fonds structurels européens. Il s'agit ainsi d'un rendez-vous majeur en vue d'échanger des bonnes pratiques et de s'informer sur les expériences de ses homologues.

Cette année, Occitanie Europe fut également rapporteur du panel organisé par la Commission européenne concernant l'économie sociale et solidaire. Celui-ci a fait suite aux résultats annoncés du projet pilote « ESER » dont la CRESS Occitanie fut lauréate. Ledit projet récompensant les régions de l'économie sociale européenne 2018, fut présenté lors du Forum mondial sur l'économie sociale à Bilbao (en octobre) et à la Semaine européenne des régions et des villes à Bruxelles sous la forme d'un atelier participatif avec 80 personnes.

Le networking d'Occitanie Europe prend également la forme de participation à des événements d'ampleur plus réduite mais tout aussi enrichissants au regard de la constitution d'un réseau.

EXEMPLES :

- › Participation à la réception annuelle organisée à Bruxelles par le Groupe Airbus, Conférence à l'initiative d'Eric ANDRIEU au Parlement européen autour du Pastoralisme, Réception organisée par la Délégation du Gouvernement catalan auprès de l'Union européenne à l'occasion de la fête nationale de la Catalogne.

ACCUEIL D'ACTEURS DU TERRITOIRE

En 2018, Occitanie Europe a mis ses locaux à disposition des acteurs du territoire dans le cadre de démarches de natures multiples. Au total, nous avons accueilli et fait découvrir nos activités à 59 délégations d'acteurs d'Occitanie sur l'année écoulée.

EXEMPLES :

- › **Organisation de rencontres entre une délégation régionale « Pêche » et des acteurs du processus décisionnel sur les stocks démersaux en Méditerranée**
 - › A la demande de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, ont été organisées des rencontres autour du plan de gestion des stocks de poissons en Méditerranée occidentale et de l'avenir du FEAMP (Rencontres avec la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne, Commission européenne : DG MARE + Membre du cabinet VELLA, Députés européens : Isabelle THOMAS + Eric ANDRIEU).
 - › La délégation emmenée par le 1er vice-président de la Ré-

gion Occitanie, Didier CODORNIU accompagné, entre autres, d'André LUBRANO, Conseiller régional délégué à la pêche, Bernard PEREZ, Président Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins Occitanie, Raphael SCANNAPIECO, représentant de la filière pêche et Marie TCHAKERIAN, Directrice de la Direction de la Mer de la Région Occitanie, ont exprimé les positions régionales sur le plan pluriannuel de gestion des stocks de poissons en Méditerranée occidentale. Les représentants régionaux ont aussi, à cette occasion, établi un dialogue avec les acteurs du processus décisionnel. Les positions de la Région Occitanie au sujet de la proposition de la Commission européenne sur le plan de gestion des Stocks démersaux en Méditerranée occidentale ont ainsi été transmises aux assistants d'Eric ANDRIEU, Alain CADEC et d'Isabelle THOMAS en vue de leur intégration dans le rapport de la commission PECH du PE.

- › **Accueil d'une délégation de la fédération régionale des maisons familiales rurales (MFR)**

- › Présentation par l'équipe d'Occitanie Europe des missions comme du travail quotidien de l'association. Echanges autour du fonctionnement des Institutions européennes et du processus décisionnel bruxellois.
- › Mise en place d'un temps d'échange entre cette délégation et Guillaume CROS, vice-président de la Région Occitanie et membre du Comité des Régions, ainsi que Jacques

LOYAU, assistant parlementaire du député européen Eric ANDRIEU autour de l'avenir de la Politique Agricole Commune après 2020.

- › Organisation d'une visite du Comité des Régions pour une présentation de ses activités par un représentant de cet organe européen.

INFLUENCE

EXEMPLES :

- › **Rédaction d'amendements Erasmus+ 2021-2027**

- › L'équipe d'Occitanie Europe coordonnant notamment le groupe de travail informel éducation, formation, culture des bureaux régionaux français, elle est régulièrement invitée à participer aux groupes de travail mobilité de Régions de France. Ces rencontres avec les différentes régions de France sont un moment pour échanger sur l'actualité européenne en matière de mobilité internationale des jeunes. Dans ce cadre, les discussions autour du prochain programme européen Erasmus+ 2021-2027 ont été fréquentes en 2018, et ont abouti à un travail d'amendements du rapport parlementaire porté par le député européen Milan ZVER au Parlement européen. Occitanie Europe a accompagné ce groupe mobilité dans la rédaction de ces amendements traduisant la position des régions françaises sur le programme.

- › **Transmission d'amendements de la Région sur le règlement FEAMP 2021-2027**

› Suite à la publication de la proposition du programme FEAMP pour la période 2021-2027, la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a souhaité proposer un certain nombre d'amendements dans le cadre des travaux de la Commission PECH du Parlement européen. Occitanie Europe a assuré le

lien avec les députés européens membres de cette Commission permettant ainsi la prise en compte de ces amendements dans la proposition de rapport.

DÉFINITION D'UNE STRATÉGIE D'INFLUENCE : IDENTIFIER LE BORDEAUX – TOULOUSE – NARBONNE SUR UN CORRIDOR TRANSPORT

Pour qu'un projet de transport puisse bénéficier d'un financement via le Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE), il doit tout d'abord être identifié comme axe prioritaire du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Si le tronçon Bordeaux – Toulouse – Narbonne fait partie de ce réseau, il ne se trouve cependant pas sur un corridor (ou couloir prioritaire). Les chances de pouvoir s'appuyer sur le levier européen pour cofinancer ce tronçon essentiel pour le territoire occitan sont donc faibles dans la situation actuelle.

Cependant, une fenêtre d'opportunité s'est ouverte avec la révision du règlement MIE, qui comprend le tracé des corridors dans ses annexes. Occitanie Europe a alerté sur ce processus bien en amont, afin que les acteurs du territoire puissent s'organiser et qu'une stratégie d'influence puisse être coconstruite.

Occitanie Europe s'est appuyée sur le groupe de travail informel transport des bureaux régionaux français de Bruxelles pour inviter la Commission européenne, le Conseiller transport terrestre de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE et l'assistante parlementaire du rapporteur du Parlement européen sur le sujet. Cela a permis d'obtenir des informations essentielles et de relayer les demandes du territoire à ces différents acteurs.

La Région, en collaboration avec l'association, s'est saisie du dossier en s'appuyant sur deux canaux : le réseau de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes qui a inclus un amendement Bordeaux – Toulouse – Narbonne dans sa position MIE, et les rencontres avec les institutionnels lors du déplacement de Ljubljana (cf. annexe « Représenter »).

La Métropole de Toulouse, accompagnée de Tisséo, a quant à elle, rédigé plusieurs courriers à destination des autorités françaises, des députés et des coordinateurs des forums des corridors Atlantique et Méditerranée. Pour influencer encore plus directement le processus législatif, un eurodéputé de la circonscription Sud-Ouest, siégeant au sein de la commission transport du Parlement européen, a été sollicité pour déposer deux amendements permettant d'inscrire la section sur les corridors. Ceux-ci ont été adoptés en plénière du Parlement européen.

Le nouveau règlement est désormais discuté dans le cadre des trilogues entre la Commission européenne, le Conseil et le Parlement. Le travail d'influence se poursuit pour tenter de convaincre les Etats de se rallier à la position du Parlement et assurer ainsi une meilleure identification de ce tronçon, au service d'une meilleure connexion de la région.

APPUYER

soutien opérationnel

Occitanie Europe offre une valeur ajoutée opérationnelle en soutenant ses membres à tous les échelons dans leurs démarches auprès des institutions européennes.

La mission d'appui vise à accompagner les mandants de l'association comme des opérateurs issus du territoire dans leurs démarches auprès des institutions européennes. Elle se traduit notamment par un accompagnement au montage de dossiers européens, par un soutien technique pour une réponse aux consultations ou concours lancés par l'UE et par la mise en relation des acteurs du territoire avec les institutions européennes.

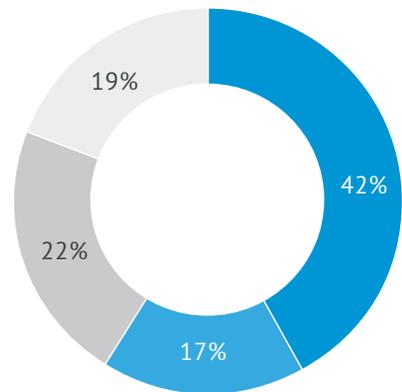
En 2018, cette mission s'est articulée autour des grands axes suivants :

- ☑ L'ACCOMPAGNEMENT DANS LE MONTAGE DE DOSSIERS ET L'IDENTIFICATION DE DISPOSITIFS EUROPÉENS,
- ☑ LA MISE EN RELATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE AVEC LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES,
- ☑ LE SOUTIEN AUX CONSORTIA ISSUS DU TERRITOIRE, NOTAMMENT PAR LA MISE À DISPOSITION DE LA SALLE DE RÉUNION DES LOCAUX DE L'ASSOCIATION À BRUXELLES,
- ☑ LE SUPPORT À LA RÉDACTION DES DOSSIERS EUROPÉENS PAR UN ÉCLAIRAGE TECHNIQUE,
- ☑ LE SUIVI DES DOSSIERS LORS DES DIFFÉRENTES PHASES DE PROGRAMMATION.





Répartition des acteurs accompagnés en 2018



- Membres d'Occitanie Europe et autres collectivités territoriales
- Entreprises, PME, Pôles de compétitivité et clusters
- Acteurs associatifs et ONG
- Acteurs de la recherche, de l'enseignement, étudiants et écoles

9
ENTREPRISES
ET PME

7
PÔLES DE
COMPÉTITIVITÉ
ET CLUSTERS

18
ACTEURS DE LA RECHERCHE ET DE
L'ENSEIGNEMENT, ÉTUDIANTS ET ÉCOLES,
ACCOMPAGNÉS DANS LEURS DÉMARCHES

21
COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
ET ORGANISMES
RÉGIONAUX

21
ACTEURS
ASSOCIATIFS
ET ONG



ACCOMPAGNEMENT DANS L'IDENTIFICATION DE DISPOSITIFS EUROPÉENS ET LE MONTAGE DE DOSSIERS

Soutien à l'identification de financements de l'Union à travers les appels à projets européens, recherche d'informations sur les modalités de dépôt d'un dossier.

› Note sur les opportunités de financements jeunesse pour le Gers

› Dans la perspective d'une construction d'une politique publique innovante en matière de jeunesse, le Conseil départemental du Gers a fait appel à nous pour obtenir des informations sur la politique européenne actuelle et future ainsi que sur des opportunités de financements européens dans le secteur de la jeunesse.

› A la suite d'une rencontre organisée spécifiquement sur le sujet dans le cadre de notre groupe de travail des bureaux régionaux avec la DG EAC de la Commission européenne, une note a été envoyée présentant la politique européenne actuelle en faveur de la jeunesse. Ce document présente plus spécifiquement la nouvelle Stratégie européenne pour la jeunesse adoptée par les 28 Etats membres en novembre 2018, et ce, pour les neuf prochaines années. Seront ainsi déployées dif-

férentes mesures afin d'atteindre les objectifs définis à l'échelle européenne pour le secteur de la jeunesse. Un certain nombre d'outils sont ainsi mis à disposition des Etats membres et des parties prenantes du secteur, pour les accompagner dans la mise en œuvre des actions à l'échelle nationale et locale.

› Parmi ces outils figure l'identification des financements européens disponibles dans le secteur de la jeunesse. Le programme Erasmus+ est à ce titre la principale source de financements européens possibles pour la jeunesse. Aussi, la note envoyée au Conseil départemental du Gers décrit également toutes les mesures spécifiquement dédiées à la jeunesse dans le programme, ainsi que les futures initiatives envisagées à l'avenir dans Erasmus+ 2021-2027.

› Identification d'opportunités de financement ESS pour Alès

› Occitanie Europe a accompagné l'Agglomération d'Alès dans l'identification d'opportunités européennes en lien avec l'économie sociale et solidaire (ESS); notamment par le prisme de l'appel ESER de la Commission européenne. Dans le prolongement de cet envoi; l'Agglomération d'Alès et la Chambre régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS

Occitanie) souhaitent, en collaboration avec Occitanie Europe, prévoir une manifestation sur le territoire autour de la programmation des fonds européens dédiés à l'ESS en 2019.

Accompagnement dans le cadre de questions relatives à la législation européenne ou aux aides d'Etat, par exemple :

› Question du Pays de l'Or sur la modification du règlement aide d'Etat pour l'agriculture

› Suite à l'envoi à l'ensemble de nos membres, du projet de règlement modifiant les dispositions liées aux aides d'Etat dans le domaine agricole, le Pays de l'Or nous a interrogés sur l'existence de documents recensant les aides de minimis accordés sur le territoire dans le secteur agricole. Dans la perspective d'un soutien de l'Agglomération aux parcelles cultivées en agriculture biologique, les agriculteurs intéressés doivent en effet lister les aides de minimis dont ils auraient bénéficié. Aussi souhaitait-elle disposer d'un registre des aides attribués antérieurement sur le territoire.

› **Soutien à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée sur la question des biocarburants**

› De par l'importance que représente l'entreprise SAIPOL pour l'activité économique régionale, et en particulier celle du port de Sète, la Région a demandé à l'association de réaliser un suivi attentif de la législation et des décisions concernant les biocarburants. Une note stratégique a donc été préparée afin d'expliquer le contenu de la nouvelle directive renouvelables, qui définit des seuils pour les biocarburants de première et deuxième génération. Elle présente également les effets de la réduction de la taxe antidumping sur les importations européennes de biocarburants, imposée par l'OMC à l'Union européenne. Enfin, elle analyse les impacts de telles décisions pour le territoire. Continuellement mise à jour, elle constitue un outil d'information sur lequel les acteurs régionaux peuvent s'appuyer pour leurs actions d'influence.

La diffusion de recherches de partenaires émanant d'autres représentations de régions européennes ou l'envoi au réseau bruxellois, par Occitanie Europe, de fiches « recherches de partenariats », par exemple :

› **Diffusion d'une recherche de partenaires pour EmeraNox**

› La Compagnie de théâtre et de marionnettes EmeraNox, située entre Nice et la communauté d'agglomération d'Alès, a sollicité nos services dans le cadre d'un projet européen Europe Créative sur la mise en correspondance de l'histoire de la migration dans la mine et celle de nos jours, et sur l'importance des flux migratoires dans la construction de la citoyenneté européenne. En partenariat avec la communauté d'Agglomération, EmeraNox propose dans ce projet, d'associer des artistes professionnels, amateurs, ainsi que des migrants pour produire des œuvres artistiques de toute sorte qui circuleraient à travers les partenaires européens du projet. Dans la perspective de la consolidation de ce partenariat, Occitanie Europe a appuyé la compagnie théâtrale dans sa recherche des derniers partenaires. Pour affiner le consortium, les partenaires déjà impliqués avaient en effet besoin d'un partenaire spécialisé dans les nouvelles technologies, ainsi que d'un porteur administratif pour le projet. Occitanie Europe a donc relayé auprès de son réseau bruxellois cette recherche spécifique de partenaires.

› **Diffusion d'une recherche de partenaires INTERREG SUDOE**

› Cherchant à monter un projet INTERREG SUDOE, nos voisins d'Estremadure nous ont contacté en juin 2018 afin d'intégrer des acteurs occitans à leur consortium en construction. La sollicitation de l'agence de l'énergie AGENEX, qui concernait la promotion de l'utilisation et de l'introduction des

énergies renouvelables dans les bâtiments, a été transmise à tous nos membres. Cette mise en relation s'est traduite par le dépôt d'un projet associant un département et une communauté d'agglomération de la Région. Celui-ci a été sélectionné dans le cadre de la première phase.

Mise à disposition des locaux d'Occitanie Europe :

› **Cérémonie de remise des Iter Vitis Award**

› Le 6 décembre 2018, l'Association Iter Vitis a organisé sa remise de prix européens dans les locaux d'Occitanie Europe. Présidée par Didier CUJIVES, également Président du Comité départemental du Tourisme de Haute-Garonne, Iter Vitis porte en France les valeurs et le concept de l'itinéraire culturel Iter Vitis – les chemins de la vigne, labellisé au Conseil de l'Europe. L'Association favorise la coopération entre différentes parties prenantes du secteur de l'œnotourisme (professionnels, acteurs économiques et culturels, institutions représentatives, établissements de recherche et de formation, destinations touristiques) en vue de contribuer à une reconnaissance des éléments du patrimoine viticole et de leur valorisation. A travers le concours Iter Vitis Award, le réseau soutient les meilleures pratiques d'œnotourisme et récompense l'innovation. Le prix européen 2018 attribué le 6 décembre dernier visait ainsi à révéler et mettre

en lumière le patrimoine viticole dans chaque pays membre de la route culturelle.

› **Accueil du Master International EURAMA de PURPAN**

› Dans le cadre de leur voyage d'études annuel à Bruxelles, des étudiants du Master «European

Animal Management and Sustainability» de l'Ecole d'ingénieurs de PURPAN ont été accueillis par Occitanie Europe pour échanger sur l'actualité européenne et les principaux enjeux de la future programmation de l'UE, ainsi que sur les différentes activités menées par l'équipe à Bruxelles. L'occasion

pour la dizaine d'étudiants internationaux présents de découvrir les rouages institutionnels de l'Union européenne et de comprendre le processus de lobbying dans lequel s'inscrivent les représentations régionales présentes à Bruxelles.



LA MISE EN RELATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE AVEC LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES, À TRAVERS :

L'accompagnement de délégations

› **Rencontre entre une délégation de Frontignan et la DG EAC sur un projet de Roman Noir**

› Au cours de l'année 2018, Occitanie Europe a accompagné une délégation composée de l'Université de Toulouse Le Mirail et de la Mairie de Frontignan dans le montage et le dépôt d'un projet européen Europe Créative sur le Roman Noir.

› Après avoir été appuyée sur l'aspect technique du dossier, l'équipe du projet a été soutenue dans sa mise en relation avec les institutions européennes dans l'étape de soumission. Au travers de rencontres avec la DG EAC à Bruxelles, la délégation accompagnée a pu valoriser et défendre un genre souvent méconnu de la littérature européenne, celui du Roman Noir.

› **Accompagnement du Sicoval sur l'initiative Actions innovatrices urbaines**

› Possédant de nombreux atouts dans le domaine du numérique, la communauté d'agglomération du Sicoval a souhaité cette année candidater à l'initiative Actions innovatrices urbaines. Financée par du FEDER, cette dernière récompense des projets très innovants, visant à relever un défi rencontré par une autorité urbaine. Lors de la journée d'informations bruxelloise sur l'appel 2019, Occitanie Europe a accompagné le Sicoval sur un rendez-vous avec la Commission européenne et le Secrétariat de l'initiative. De façon à permettre à la communauté d'agglomération de poser des questions stratégiques et plus précises quelques semaines plus tard, l'association a aidé au montage d'une réunion téléphonique avec un expert de la DG CNECT. Cette collaboration s'est soldée par un dépôt de projet en cours d'évaluation.

› **Délégation de PME via EEN (CCI)**

› La CCI Occitanie, dans le cadre des activités du réseau Entreprise Europe Network, a organisé le déplacement d'une délégation d'entreprises régionales en mars 2018. Les membres de la délégation ont pu rencontrer des interlocuteurs de la Commission, du Parlement européen etc. dans le cadre de RDV préparés par la CCI avec l'appui d'Occitanie Europe. Les différentes rencontres ont permis d'évoquer la législation européenne et ses implications pour les PME présentes. Cette délégation, composée de PME et emmenée par Michel BOSSI vice-président de la chambre consulaire, a pu également rencontrer Romain PAGNOUX, Président d'Occitanie Europe.

› PRACTICIES

› Occitanie Europe suit le dossier PRACTICIES depuis 2017. Fort de cette relation de confiance, le bureau a facilité les interactions entre l'équipe PRACTICIES et les différents acteurs de la bulle européenne (députés européens, fonctionnaires de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, fonctionnaires européens, lobbyistes, etc.) mais également le lien institutionnel avec les membres de l'association sur le territoire (Toulouse Métropole, la Région Occitanie- Pyrénées/ Méditerranée). L'équipe Occitanie Europe s'est assurée de garantir le suivi de l'ensemble des différentes démarches entreprises auprès des acteurs mentionnés ci-dessus dans le souci d'assurer une fonction de support organisationnel et de partage de réseau. Aussi, ponctuellement, Occitanie Europe a porté la voix du projet PRACTICIES lors de différentes manifestations à Bruxelles.

Le soutien aux opérateurs du territoire

› Sollicitation de la DG EAC pour participer à la biennale du patrimoine culturel organisée par Toulouse Métropole

› Le Dialogue Métropolitain et la Ville de Toulouse se sont mobilisés pour la seconde édition de la biennale européenne du patrimoine qui s'est tenue du 5 au 29 septembre 2018. La session toulousaine avait choisi le thème patrimoine et innovation et organisé dans ce cadre une rencontre des maires de villes européennes sur

le thème « Le patrimoine, quels enjeux pour la ville de demain? » Cette initiative a consisté à recueillir le témoignage de maires de villes européennes impliqués sur la question patrimoniale, grâce à un échange d'expériences et de bonnes pratiques concernant le patrimoine dans son cadre urbain. Dans le cadre de 2018, année européenne du patrimoine, cette démarche a participé à la création d'une synergie et à la mise en lumière de la question patrimoniale. Labellisée au titre de cette année du patrimoine culturel, la biennale européenne des patrimoines a souhaité convier un représentant de la Commission européenne pour accompagner la ville dans cette initiative. Nous avons donc, à la demande de Toulouse Métropole, sollicité la Coordinatrice de l'Année européenne 2018 à la DG EAC.

› Accompagnement des représentants de l'aéroport Toulouse-Blagnac dans leurs démarches auprès des Institutions européennes

› Organisation de rencontres à Bruxelles pour Catherine GAY, Directrice Développement Aéronautique, Abdelhak TAHRI, Airlines Relation manager de l'aéroport Toulouse-Blagnac avec Joshua SALSBY, membre du cabinet de Violeta BULC en charge des accords aériens, Nathalie ERRARD, Vice-Présidente du groupe Airbus en charge des affaires européennes et relations avec l'OTAN, et le nouveau Conseiller transports aériens et maritimes de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE.

› Dans la perspective de la desserte de l'aéroport de Toulouse-Blagnac par les compagnies du Golfe (Qatar Airways, Emirates), ces réunions ont permis aux représentants de l'aéroport d'échanger sur l'avancée des négociations autour des accords aériens internationaux menés par la Commission européenne.



LE SOUTIEN À DES ÉVÉNEMENTS LOCAUX

› Intervention lors d'une journée d'information Erasmus+ organisée par l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées

› En octobre 2018, l'Université Toulouse Fédérale a organisé une matinée d'informations sur Erasmus+ à destination des enseignants-chercheurs, étudiants et personnels administratifs toulousains. L'objectif était de les sensibiliser au programme Erasmus+ et de mettre en avant les appels à projets. Occitanie Europe a été sollicité à cette occasion, pour intervenir et présenter la proposition de la Commission européenne sur le programme Erasmus+ pour la prochaine programmation financière 2021-2027 et également expliquer les actualités européennes (Universités européennes,

synergies interfonds notamment).

› Intervention à l'issue d'une Commission permanente du Conseil départemental du Lot dans le cadre du mois de mai de l'Europe.

› Présentation par Romain PAGNOUX, Président d'Occitanie Europe, son directeur Yannick PROTO, le coordinateur territorial, Philippe MESTRE, auprès des élus comme des services concernés par les fonds européens du Département des missions et activités de l'association, des différents fonds européens et des grands enjeux du post 2020.

› Participation à un déjeuner à l'invitation du Président du Lot, Serge RIGAL, qui a été l'occasion d'échanger avec les élus et l'enca-drement du Département.

› Participation à la consultation citoyenne de Toulouse Métropole et de la CCI et présentation sur l'innovation et l'emploi et la prospérité en Europe.

› En Septembre 2018, la CCI Occitanie en la personne de Monsieur BOSSI et Toulouse Métropole représentée par Monsieur DARDELET ont organisé de concert deux consultations citoyennes sur l'Union européenne, modérées par Béatrice GENOUX, CCI France à destination des PME de la Région Occitanie-Pyrénées/ Méditerranée. Occitanie Europe a assuré la présentation du contexte européen de l'Innovation ainsi que celui de la prospérité et de l'emploi en Europe lors de cette journée dans les locaux de la CCI à Blagnac (31).

ORGANISATION DE LA JOURNÉE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À TOULOUSE DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE CRESS

Organisation de la journée de l'Economie Sociale et Solidaire à Toulouse dans le cadre du projet pilote CRESS V Occitanie Europe a contribué, tout au long de la procédure, au succès rencontré par la CRESS Occitanie dans le cadre d'un dépôt de projet pilote ESER de la Commission européenne en novembre dernier. V En amont; Occitanie Europe s'est entretenue avec les équipes de la direction générale « Technologies avancées, clusters et économie sociale » de la Commission européenne, autour du dépôt du projet pilote ESER afin de saisir les attentes

à rencontrer. Répondant à l'ensemble de ces dernières, la CRESS Occitanie, en étroite collaboration avec la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée fut distinguée quelques mois plus tard. En tant que lauréat dudit projet, une manifestation relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) devait être organisée sur le territoire. Aussi, Occitanie Europe a siégé au comité de pilotage du projet pour suivre son évolution et s'est chargée des relations avec les institutionnels de l'Union européenne. Ainsi, Monsieur Patrick KLEIN ainsi que Monsieur

Thomas SANDERS (Commission européenne) ont participé aux côtés de la Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Carole DELGA à deux journées socialement responsables entre Toulouse et Montpellier en clôture du mois de l'ESS. L'agenda de cette rencontre s'est dessiné autour de la présence de la Commission européenne. Enfin, de nombreux élus régionaux furent mobilisés en délégation pour accompagner la Commission lors de différentes visites de sites d'entreprises de l'ESS sur le territoire.

L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES ET HORIZON EUROPE

Occitanie Europe a coanimé un groupe de travail mis en place par le Service Europe de l'UFTMP tout au long du premier semestre 2018. Ce groupe de travail était composé d'acteurs locaux de la recherche et de l'innovation : chercheurs, enseignants-chercheurs, personnels administratifs des universités et organismes de recherche, CCI, Toulouse Métropole et des acteurs travaillant à la diffusion de la culture scientifique.

L'objectif de ce groupe de travail était de participer aux réflexions sur le futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation – Horizon Europe – pour la période 2021-2027.

Ce groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises afin de dresser un bilan de l'actuel programme Horizon 2020, présenter la proposition de la Commission européenne et faire émerger des propositions.

Un papier de positionnement, rédigé sur la base des propositions des participants, a notamment été remis au Commissaire Carlos MOEDAS lors de sa venue à Toulouse pour ESOE en juillet 2018.

Enfin, un travail d'influence auprès des parlementaires européens et des rencontres avec des représentants de la Commission européenne ont également été réalisés afin de faire connaître le papier de positionnement.

L'APPUI D'OCCITANIE EUROPE AU COLLOQUE DU RÉSEAU DES ECOLES DE L'EUROPE SUR LA MIGRATION

Les 6 et 7 novembre 2018, le Réseau des villes citoyennes d'Europe, porté par le comité de jumelage de St Alban, a tenu la conférence finale de son projet européen Europe pour les Citoyens au Comité des Régions à Bruxelles.

Face à la montée généralisée des nationalismes nourris de xénophobie et représentant un danger pour le devenir de l'UE, le réseau se devait d'aborder l'épineuse question du "Vivre ensemble" et des modèles d'intégration mis localement en place. La collaboration active avec de très nombreux et divers acteurs de terrain et les échanges d'expériences que cela permet visent, au-delà de la mise à l'honneur du travail réalisé au quotidien, à faire émerger des pratiques nouvelles.

C'est donc dans le cadre d'un projet européen « Europe pour les Citoyens » que cette question d'intégration et de vivre ensemble a été mise en exergue par ce Réseau. A travers divers colloques, qui se sont déroulés en Pologne, en France et en Italie, les partenaires de ce projet « Mémoire, émigration, immigration, intégration : la grande question du Vivre ensemble » ont eu l'occasion d'échanger sur ce sujet d'actualité.

Lors de la conférence finale de Bruxelles, les organisateurs ont souhaité faire le point sur les politiques migratoires et d'intégration mises en œuvre dans les pays concernés ainsi qu'à l'échelle européenne dans le but de faire émerger de bonnes pratiques.

Sollicitée dès 2015 dans le cadre du dépôt du projet Europe pour les Citoyens, l'équipe d'Occitanie Europe a étroitement accompagné le comité de jumelage de St Alban dans l'organisation de ce colloque final à Bruxelles.

Du lien avec le Comité des Régions, à la réalisation du programme de l'évènement, en passant par la sollicitation des différents intervenants, Occitanie Europe a contribué à faire de cette conférence finale un succès.

COOPÉRER

ensemble, pour plus d'impact

Occitanie Europe s'intègre dans des dynamiques collectives à Bruxelles pour se faire entendre davantage.

La mission de coopération consiste en une logique de mutualisation des efforts de représentation des intérêts pour atteindre une taille critique à même d'influencer les institutions européennes. Il s'agit ainsi, pour Occitanie Europe, d'intégrer des dynamiques collectives pour être davantage audible sur la scène européenne.

LE TRAVAIL EN RESEAU

› AREPO

› Le 21 mars 2018, l'AREPO - Association des Régions Européennes des Produits d'Origine - a organisé à Bruxelles la 4ème édition de « Rencontres Européennes des Produits de Qualité et d'Origine » dans le cadre du projet européen SUDOE AGROSMARTcoop. L'objectif était de sensibiliser à l'importance des produits de qualité et d'origine pour l'agriculture de l'UE et pour stimuler la discussion sur les besoins du secteur. Plusieurs représentants des Institutions européennes ont participé à l'événement. La conférence a été suivie dans la soirée par la présentation et la dégustation de produits traditionnels des Régions membres de l'AREPO, dont l'Occitanie fait partie, et des coopératives agroalimentaires de l'espace Sudoe. Cet événement a montré la diversité et la qualité des productions européennes de produits agroalimentaires sous AOP, IGP et Agriculture Biologique.

› ERRIN

› Occitanie Europe a rejoint le réseau ERRIN (Réseau des Régions Européennes en matière de Recherche et d'Innovation) en 2017. Les activités du réseau sont notamment tournées vers l'organisation de groupes de travail coanimés par des bureaux régionaux. Ainsi, Occitanie Europe assure l'animation du groupe de travail « Innovation et Investissement » aux côtés des représentants de Trento et d'Eindhoven. Dans ce cadre, Occitanie Europe a permis à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée de présenter le caractère pionnier et exemplaire du dispositif FOSTER. Ce dernier a ainsi pu faire partie des cas pratiques présentés devant des représentants de la Commission européenne et de régions européennes

LES GROUPES DE TRAVAIL ENTRE RÉGIONS FRANÇAISES

Les groupes de travail informels des bureaux régionaux français de Bruxelles permettent aux chargés de mission, et parfois aux directeurs, de se rassembler pour échanger sur une thématique de leurs portefeuilles. Ces réunions de collaboration sont notamment un moyen d'inviter et de créer une relation privilégiée avec des représentants des institutions européennes et d'autres acteurs clés de l'écosystème bruxellois. L'équipe d'Occitanie Europe coordonne 4 groupes de travail : éducation, affaires sociales, recherche et innovation, ainsi que transports. Grâce à ces réunions, l'association obtient des informations stratégiques avant leur publication officielle, repère des opportunités, relaie les préoccupations ou questions de ses membres et tente d'influencer le processus décisionnel.

- ▶ Parmi les rencontres marquantes du GT R&I en 2018, on retiendra notamment celle avec le Directeur Général de la DG RTD, Jean-Eric PAQUET, mais également les conseillers Recherche de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne (RPUE) ou encore la Commission européenne sur les sujets des Digital Innovation Hubs ou des clusters.
- ▶ L'année du GT TRAN a notamment été organisée autour de la révision du règlement du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE). Après avoir accueilli M. Olivier SILLA, chef d'unité DG MOVE à la Commission européenne et donc un des rédacteurs de la proposition, le GT a pu porter la voix des Régions et tenter de faire évoluer la législation en invitant Raphaël CRINIER, Conseiller transport à la RPUE, puis Agathe BOCQUET, assistante du rapporteur au Parlement européen.
- ▶ Les principales rencontres organisées dans le cadre du GT EAC ont porté sur l'avenir des programmes Erasmus+, Europe Créative et Europe pour les Citoyens pour 2021-2027. Citons notamment les rencontres avec les Conseillers Culture et Education de la RPUE, Séverine FAUTRELLE et François GORGET. Mais également avec des représentants de la DG EAC de la Commission européenne : Corinne RIGAUD de l'Unité Culture et Marta GUTIERREZ-BENET de l'Unité Coordination du programme Erasmus+. Le GT a finalement eu l'opportunité de rencontrer un Conseiller de la commission CULT du Parlement européen pour échanger autour du

rapport Erasmus+ 2021-2027 du député européen Milan ZVER.

- ▶ Le GT affaires sociales a notamment eu l'opportunité de rencontrer Ulla Engelmann, Patrick KLEIN et Estelle BACCONNIER de la DG GROW – Unité « Cluster, économie sociale et entrepreneuriat » en 2018. L'échange a porté sur la politique de la Commission en matière d'économie sociale et d'entrepreneuriat social et de la place de l'économie sociale et solidaire dans le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027. L'activité de l'unité de Madame ENGELMANN dans le domaine des clusters a également fait l'objet d'une autre réunion dans le cadre du GT R&I.

LA COOPÉRATION AVEC LES RÉGIONS EUROPÉENNES

▶ EUROREGION Pyrénées-Méditerranée :

- ▶ La collaboration avec l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée s'est traduite par une participation à la réunion des délégations à Bruxelles des Régions membres de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée. Elle s'est également concrétisée par échanges autour du positionnement de l'Eurorégion en vue de la future phase de programmation de l'Union européenne. Dans cette optique, des informations sur le calendrier comme les enjeux des négociations autour de l'avenir de la politique de cohésion ont été transmises. Une liste de contacts au sein des Institutions européennes pour la diffusion de la po-

sition de l'Eurorégion sur Horizon Europe a également été élaborée.

▶ Représentations régionales européennes de Bruxelles :

- ▶ Rencontre avec les Länder
 - ▶ Dans le cadre du groupe de travail R&I, une rencontre conjointe avec les homologues des bureaux des Länder allemands a été organisée. Elle a été l'occasion d'échanger sur les sujets d'actualité, mais également de recevoir conjointement le Président de l'European Research Council (ERC) Jean-Pierre BOURGUIGNON. Les échanges avec les homologues des bureaux régionaux sont essentiels car ils peuvent permettre, par exemple, de recueillir des bonnes pratiques en provenance de l'ensemble de l'Union européenne. Ainsi, un benchmark a été réalisé à la demande de l'UFTMP sur les services au montage de dossiers ERC en Allemagne.

OBJECTIFS 2019



ENCOURAGER UNE DYNAMIQUE D'INGÉNIERIE TERRITORIALE AFIN DE DENSIFIER LES LIENS ENTRE LA RÉGION OCCITANIE ET BRUXELLES.

- › Assurer un accompagnement des acteurs régionaux en lien avec les mandants de l'association.
- › Poursuivre l'ouverture d'Occitanie Europe à de nouveaux membres pour garantir une projection sur la scène européenne de l'ensemble du territoire régional.
- › Permettre une optimisation de la captation et de l'utilisation des financements européens gérés directement par la Commission européenne en lien avec AD'OCC.

CONTRIBUER À LA VISIBILITÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION ET PLUS LARGEMENT DE L'OCCITANIE AU NIVEAU EUROPÉEN.



- › Accueillir des délégations conduites par des membres de l'association.
- › Organiser des évènements à Bruxelles pour faire connaître les membres de l'association, leurs priorités, leurs objectifs.
- › Accueillir des représentants des Institutions européennes dans les locaux pour des temps d'échange ou réunions autour de projets européens portés par des opérateurs locaux.
- › Promouvoir les principales filières industrielles et ainsi défendre les intérêts économiques du territoire régional.
- › Identifier de nouvelles personnes originaires de la région Occitanie ou ayant de fortes attaches avec le territoire et actives au sein ou autour des Institutions européennes, afin d'assurer leur participation au club des Occitans.



FACILITER UNE MEILLEURE APPRÉHENSION DES ACTIVITÉS DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES GRANDS ENJEUX QUI LA TRAVERSENT.

- › Suivre l'actualité de l'Union européenne et informer sur les changements institutionnels (élections européennes, renouvellement du mandat de la Commission européenne).
- › Impliquer l'équipe de l'association Occitanie Europe dans l'organisation sur le territoire d'événements autour des politiques et programmes européens.
- › Accroître le nombre de personnes qui consultent les outils de communication de l'association.
- › Intervenir pour faire connaître l'Union européenne et ses activités auprès de publics variés.

FACILITER LE DIALOGUE ENTRE LES MANDANTS D'OCCITANIE EUROPE ET LES ACTEURS DU PROCESSUS DÉCISIONNEL EUROPÉEN.



- › Favoriser une plus grande implication des membres d'Occitanie Europe dans le travail mené par les réseaux européens, mais également les plateformes initiées par la Commission.
- › Offrir un soutien technique en vue du dépôt d'amendements dans le cadre des débats parlementaires.
- › Accompagner les élus qui siègent au Comité des Régions.
- › Encourager le dialogue entre les mandants de l'association et les acteurs du processus décisionnel bruxellois, notamment les représentants des Institutions européennes.
- › Contribuer aux prises de position, en particulier dans le cadre des consultations publiques lancées par la Commission européenne, des membres de l'association et à leur diffusion.

INTENSIFIER LES LIENS ENTRE L'ÉQUIPE D'OCCITANIE EUROPE ET SES INTERLOCUTEURS AU SEIN DES COLLECTIVITÉS ET DES STRUCTURES MEMBRES DE L'ASSOCIATION.



- › Systématiser l'exercice de feuille de route et les rencontres avec le coordinateur territorial pour l'ensemble de nos membres.
- › Multiplier les échanges entre les membres de l'équipe et les correspondants Europe à travers des visioconférences.
- › Assurer le déplacement de l'ensemble des membres de l'équipe d'Occitanie Europe sur le territoire.

ANNEXES

INFORMER

Récapitulatif hebdomadaire

Newsletter mensuelle environnement – énergie – climat

REPRÉSENTER

Participation d'une délégation régionale
aux Journées du Réseau Transeuropéen
de Transport à Ljubljana

APPUYER

Programme Journée Brexit

COOPÉRER

COPERNICUS4REGIONS

INFORMER

Récapitulatif hebdomadaire

Appels à propositions



Education

Nouveau [Appel à propositions Erasmus + Action clé 3 – Les jeunes européens ensemble](#) jusqu'au 25 mai 2018

Environnement

Nouveau [Appel à candidatures – 4è édition du Prix Roger Léron](#) jusqu'au 31 mai 2018

Nouveau [Appels à propositions – Programme LIFE – Projets d'assistance technique](#) jusqu'au 8 juin 2018

Social

Nouveau [Appels à propositions – Favoriser les capacités entrepreneuriales des jeunes migrants](#) jusqu'au 24 mai 2018

Nouveau [Green Alley Awards 2018](#) jusqu'au 1 juillet 2018

Recherche & Innovation

Nouveau [Appels à propositions H2020 - Clean Sky 2](#), jusqu'au 12 juillet 2018

Nouveau [Appels à propositions H2020 - BBI](#), jusqu'au 6 septembre

A l'agenda prochainement...



Migration

23 avril - Bruxelles - [Conférence "Migrations et asile: vers une approche de gouvernance à multiniveaux"](#)

Terrorisme

24 avril - Bruxelles - [Conférence "Prévenir et contrer la radicalisation"](#)

Culture

25 avril - Bruxelles - [Conférence Caravan Next – Racines européennes: l'art fait bouger les villes](#)

Recherche et Innovation

26 avril - Bruxelles - [Promotion de l'égalité des genres dans la recherche et l'innovation : pourquoi, comment?](#)

27 avril - Bruxelles - [Événement Horizon 2020 – Espace, climat et mobilité intelligente](#)

Consultez tous les événements à venir sur notre [site Internet](#) !

Newsletter mensuelle environnement – énergie – climat

JUIN

ACCORD SUR LES MESURES PHARES DU PAQUET ÉNERGIE

Le Conseil et le Parlement européen ont ratifié des progrès significatifs sur les négociations du paquet énergétique publié en novembre 2016. Après l'accord sur la performance énergétique des bâtiments (14 mai), trois nouvelles mesures ont fait l'objet d'un consensus et ont été adoptées.

- Revision de la directive efficacité énergétique renouvelables**
Le Conseil a adopté un objectif contraignant de 32% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030 dans l'UE, assorti d'une classe de révision à partir de 2023 (sur les objectifs de l'Accord de Paris ne seront pas affectés).
- Transect** : il prévoit qu'au moins 14% des carburants utilisés soient issus de sources renouvelables.
 - Les biocarburants de première génération doivent être plafonnés au niveau de 2020 (avec 1% supplémentaire autorisé) et ne pas dépasser 7% de la consommation totale de transport routier et ferroviaire.
 - La part des biocarburants avancés et biogaz devra être d'au moins 1% en 2025 et d'au moins 5,5% en 2030.
 - Les biocarburants issus de cultures vivrières telles que l'huile de palme seront progressivement éliminés d'ici 2030 par un processus de certification de biocarburants à émissions nulles ou faibles liées au changement indirect d'utilisation des terres, qui devra être mis en place (le Parlement souhaitait 2023).

Nouveaux droits pour les petits producteurs : les communautés, les coopératives et les individus, pourront produire, stocker et vendre leur propre énergie renouvelable sans frais excessifs et barrières administratives.

Chauffage et refroidissement : sous-objectif indicatif d'un accroissement de 1,3% par an de l'utilisation des renouvelables dans les installations de chauffage et de refroidissement, ciblé sur une période de 5 ans à partir de 2021.

- Revision de la directive efficacité énergétique**
Ce **directive** définit un objectif de 32,5% d'efficacité énergétique à l'horizon 2030, avec une classe de révision en 2023. La directive comporte également des mesures en faveur des consommateurs : une meilleure information sur la répartition des coûts de chauffage, de refroidissement et de consommation d'eau chaude dans les immeubles à appartements multiples.
- Revision du règlement sur la gouvernance de l'énergie**
L'accord vise à mettre en place un mécanisme de gouvernance efficace pour garantir la réalisation des objectifs énergétiques européens à l'horizon 2030. Il s'assure que les stratégies nationales soient aussi ambitieuses et permettent de rassembler les investisseurs.

D'ici le 31 décembre 2019, chaque Etat membre devra présenter un **plan national « énergie/climat »** intégré, puis un second d'ici le 31 janvier 2021. Et plus de ses objectifs à 10 ans, les Etats définiront leur stratégie à l'horizon 2050. Les **collectivités doivent être parties prenantes à cette élaboration.**

Ces plans comprendront des mesures contraignantes concernant la **puissance énergétique** (utilisation d'une partie des mesures d'efficacité énergétique pour éviter les capacités excédentaires relatives, notamment les lignes en situation de puissance excédentaire). Si leur nombre est conséquent, des objectifs nationaux visant à améliorer la situation devront être définis.

La Commission européenne évaluera ces plans et formulerà des recommandations. Elle pourra prendre des mesures correctives si elle juge que les progrès réalisés sont insuffisants, le Parlement et le Conseil les examineront également. Ces accords doivent être dynamisés et formalisés, adaptés par les deux institutions puis publiés au Journal officiel. Les Etats membres auront alors 18 mois pour les transposer dans le droit national.

Mélissa Chevillard
Rue de la Woluwe, 14 - 1050 Bruxelles
T +32 (0) 2 208 09 20 - office@ec.europa.eu

CALENDRIER

4 juillet : [Webinars](#), guide pour tout comprendre des contrats de performance énergétique

10 juillet, Bruxelles : Consultation sur les modèles de propriété locale de l'énergie, Comité des Régions

10-11 juillet, Bruxelles : Événement pour la définition d'une stratégie européenne de long terme de décarbonation

9 - 14 juillet, Toulouse : **5th édition d'European Open Forum** (EIOF), plus grande rencontre européenne sur la justice et l'innovation en Europe

11 septembre, Paris : **Journée d'information** sur les appels 2013 d'Horizon 2020 pour les villes intelligentes

11-12 septembre, Bruxelles : **Journées d'information** sur les appels d'au 6 environnement d'Horizon 2020

5 octobre, Bruxelles : **Indicats** appels d'énergie Horizon 2020

OPPORTUNITÉS DE FINANCEMENT : EFMD

Après avoir examiné les nouvelles propositions concernant le programme LIFE, il est apparu qu'il y avait des **fonds consacrés à la pêche et l'économie maritime** (EFMD).

Grâce à ces 6,14M€ pour 2021-2027, ce fonds continuera à soutenir des actions dans un domaine de préférence (pêche durable, économie bleue...). Cependant, **attention** pour la première fois à renforcer la gouvernance internationale des actions et mettre l'accent sur la protection des écosystèmes marins, en prévoyant de consacrer 30% de son budget à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce phénomène.

Il permettra notamment d'investir dans des réseaux marins, technologiques et services maritimes, tels que l'énergie océanique et la biotechnologie marine.

Ce fonds fait partie des négociations budgétaires pour l'après-2020. Il devra faire l'objet d'un accord entre le Parlement européen et le Conseil.

6,14M€

Mélissa Chevillard
Rue de la Woluwe, 14 - 1050 Bruxelles
T +32 (0) 2 208 09 20 - office@ec.europa.eu

LES CONSULTATIONS EN COURS

[Lecture de la directive relative à l'infrastructure européenne de transport](#), jusqu'au 23 juillet

5th anniversaire d'action pour l'investissement, jusqu'au 26 juillet

[Accord de l'Union de qualité relatif aux directives de l'UE sur la qualité de l'air ambiant](#), jusqu'au 31 juillet

[Préparation sur l'énergie](#), jusqu'au 24 août

[Évaluation intermédiaire de l'act et en partie directe de l'EFMD](#), jusqu'au 3 septembre

ENVIRONNEMENT

PRÉVENIR LE VERDISSEMENT DES DÉCHETS MARINS

Les ministres des transports ont défini [leur stratégie](#) visant des installations de réception permanentes des déchets marins. Ces nouvelles règles concernent les navires à remorque au port leurs déchets, portés/ils doivent payer une redevance, qu'ils le fassent ou non. Les navires capables de démontrer la bonne gestion de leurs déchets à bord, pourront bénéficier d'une réduction. Par ailleurs, le texte réduit la charge administrative pour les ports et leurs utilisateurs.

CANDIDATEZ POUR DEVENIR CAPITALA VERTÉ ET FEUILLE VERTÉ EUROPÉENNES L'initiative vient d'être nommée **Capitala verte européenne 2020** pour les mesures en matière de mobilité urbaine durable et son rôle de leader dans le cadre de la **Convention des Maires pour l'Europe et le climat**. Comité de l'énergie (comme Espagne de Catalogne) et Hertz van de Meuse (comme des Pays-Bas de la province de Limbourg) ont quant à elles remporté le prix « Feuille verte européenne » destiné aux villes de moins d'1M d'habitants. La Commission est allée à la recherche des futurs candidats et vient donc de lancer le **prix Capitala verte européenne 2020** et **Feuille verte européenne 2020**. Si votre ville est intéressée dans la politique environnementale et si votre équipe de bonnes pratiques marquant d'être mises en lumière, [allez sur notre site](#) à l'adresse [www.ec.europa.eu/efmd](#) jusqu'au 14 octobre à l'un de ces deux prix.

POLITIQUE DE COHESION ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE Les ministres ont été invités à discuter d'unifier davantage la politique de cohésion pour favoriser l'accès de l'économie circulaire. Ils invitent la Commission européenne à mettre en place dans la prochaine période de programmation, une méthode de suivi et des indicateurs appropriés pour mieux prendre en considération cette relation.

COMMENTEZ LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE Un [nouveau site](#) a vu le jour, afin de vous permettre d'être davantage impliqués dans le processus législatif européen. Il vous est désormais possible de donner votre avis et d'annoter en ligne les propositions législatives publiées par la Commission européenne. Pour cela, il vous suffit de créer un compte, tout comme pour une consultation publique. Jusqu'au 6 août, vous pouvez donner votre avis sur la proposition de règlement **LFE 2021-2027** (Lignes II). Les documents sont disponibles en français.

DÉCLIN DES POLLUANTS SAUVAGES : L'UE ENFIN EN ACTION! Les microbes, les hormones, les pesticides, les plastiques et plus en plus près sur notre continent. Pour tenter de mieux les contrôler, la Commission a proposé [une série de mesures à mettre en œuvre d'ici 2020](#). Celles-ci visent à améliorer la connaissance des polluants, mais aussi des conditions qui les entraînent. D'autres s'adressent à une espèce en particulier, tandis qu'une dernière série de mesures vise la sensibilisation des citoyens et des entreprises, distribution de matériel dans les écoles. Selon WVA, cette initiative doit être saluée, même si elle souffre de l'absence de données sur les problèmes de l'agriculture intensive, de l'affectation des sols et des pesticides.

Mélissa Chevillard
Rue de la Woluwe, 14 - 1050 Bruxelles
T +32 (0) 2 208 09 20 - office@ec.europa.eu

CLIMAT - ÉNERGIE

FICHE PRATIQUE DE RECHERCHE DE PARTENAIRES - PROJETS ÉNERGIE/CLIMAT

Les Points de contact nationaux énergie ont développé un outil recensant toutes les sources utiles à la constitution de partenariats pour les projets Horizon 2020 des «thématiques « Énergie sûre, propre et efficace » et « Climat, efficacité des mesures et matières premières ». La Fiche se trouve [ici](#).

LA PREMIÈRE LIGNE D'ÉNERGIE MARÉMOTRICE DU MONDE EST FRANÇAISE
Cherbourg vient d'inaugurer, dans la présence de Commissaire à l'environnement, aux affaires maritimes et à la pêche, Karimou Vello, la première grande usine d'assemblage de turbines marémotrices au monde, construite par Fluid Energies et financée par l'UE. Cette centrale dispose en effet d'un parc éolien sous-marin, qui sera capable de produire jusqu'à 50% des développeurs d'énergie marine dans le monde, 60% des développeurs d'énergie des vagues et 70% de l'infrastructure de recherche et d'essai en énergie marine. 17 projets d'énergie marine sont actuellement soutenus via Horizon 2020 et de nouvelles opportunités européennes de financement devraient voir le jour, notamment avec [Horizon](#), qui sera mis en œuvre dans la prochaine période de programmation.

L'UE PRÉPARE SA STRATÉGIE DE LONG-TERME SUR LE CLIMAT Suite aux accords sur le paquet énergie, le Commissaire à l'action pour le climat et l'énergie, Miguel Arias Cañete, a indiqué que l'UE serait en mesure de revoir sa contribution à la hausse avant la COP 24 de Katowice. Il a été plus précis que la stratégie de long terme de l'UE inclura deux scénarios pour atteindre zéro émission de carbone à l'horizon 2050 et évaluer des émissions négatives. Un document encadrant qui fait suite à une déclaration commune de 14 Etats membres, en marge du Conseil extraordinaire, qui avait appelé à un certain d'ambition. Nicolas Hulot, député de France avait, à cette occasion, glissé que pour que l'UE fasse de la réalisation et de la mise en œuvre de l'Accord de Paris une condition de tous les accords commerciaux qu'elle conclut.

SUCCÈS STORIES SUR LA MOBILITÉ AIR GAZ La loi relative et rénovable est le complément indispensable de la mobilité électrique. C'est ce qu'a souligné de nombreux acteurs lors d'une conférence Bruxelles, organisée par la coalition GAZ (5 principaux distributeurs de gaz européen) et est appelé la Commission européenne à rester neutre sur la plan énergétique dans la législation, notamment pour la définition de véhicules propres. Certains ont affirmé que le gaz serait la seule énergie alternative crédible pour les véhicules lourds, à l'exception de son fonctionnement au biométhane et sera un exemple d'économie circulaire locale. À Paris, cette énergie est également prise en considération pour lutter contre la pollution atmosphérique et compenser l'émission des véhicules diesel.

Mélissa Chevillard
Rue de la Woluwe, 14 - 1050 Bruxelles
T +32 (0) 2 208 09 20 - office@ec.europa.eu

REPRÉSENTER

Participation d'une délégation régionale aux Journées du Réseau Transeuropéen de Transport à Ljubljana

Du 25 au 27 avril s'est tenue la 9ème édition des TEN-T Days en Slovénie, grand événement biannuel européen sur le transport, auquel a participé une délégation régionale, accompagnée d'Occitanie Europe. Réunissant pas moins de 2000 participants, dont 4 Commissaires, 17 ministres, des eurodéputés et des membres de la Commission européenne, ces journées ont été l'occasion de défendre les projets du territoire, de mieux appréhender les rouages de la politique et des financements européens dans ce domaine, de gagner en visibilité, et de rencontrer de nombreux acteurs.

2- PROGRAMME PERSONNALISÉ DE LA DELEGATION		
Mercredi 25 janvier		
Horaire	Événement	Lieu
11h15 – 13h00	Corridor Mer du Nord - Méditerranée	Urska 1
13h00 – 14h00	Déjeuner	
14h00 – 15h45	Forum du corridor méditerranéen (L. J. BRINKHORST, coordinateur)	Urska 2
16h00 – 16h30	Echange avec Guy POIRIER , Adjoint chef de la mission Europe et international, Ministère français des transports	Pas de lieu défini
17h00 – 18h00	Rendez-vous avec Jean-Louis COLSON , chef d'unité RTE-T, DG MOVE, Commission européenne et Olivier SILLA , chef d'unité investissement dans le transport (MIE)	Room Gallery 2
18h00 – 20h00	Cocktail	
19h00 – 22h00	Dîner VIP organisé par le maire de Ljubljana, Zoran JANKOVIC	National Gallery
Judi 26 janvier		
Horaire	Événement	Lieu
09h30 – 11h15	Transport propre	Urska 3
11h00 – 11h30	Rendez-vous avec Isabelle VAN DOORNE , cheffe d'unité adjointe transport intelligent et durable, DG MOVE, Commission européenne	Jurcek Red
11h45 – 13h30	Forum du corridor atlantique	Urska 2
13h30-14h30	Déjeuner	GR
14h30-18h00	Ouverture officielle des TEN-T days	Kocka Hall
18h30 – 00h00	Dîner de gala	
Vendredi 27 janvier		
Horaire	Événement	Lieu
09h30 – 11h00	Financement innovant pour le transport	Kocka Hall
11h30 – 12h45	Financement pour le transport post-2020	Kocka Hall
12h45 – 13h00	Conclusion	Kocka Hall



APPUYER

Programme Journée Brexit



Journée Brexit 8 novembre 2018,
Bruxelles

Suite au référendum britannique du 23 juin 2016, le gouvernement de Teresa MAY négocie actuellement la sortie du Royaume-Uni (RU) de l'Union européenne (UE). Communément appelée « Brexit », cette sortie du RU de l'UE pose de nombreux problèmes aux entreprises tant britanniques qu'européennes et offre peu de visibilité aux investisseurs puisque les scénarios des possibles sur le futur accord entre l'UE et le Royaume-Uni sont nombreux.

La journée du 8 novembre aura pour principal objectif de prendre la mesure des conséquences des différents scénarios liés au Brexit afin, notamment, que les opérateurs économiques puissent **prendre la mesure des défis et opportunités qui les attendent.**

- 9 : 00 - 9 : 30** Accueil (Occitanie Europe. 14, Rond-point Schuman. 1040 Bruxelles)
- 10 : 00 - 11 : 00** Rencontre avec Ludovic BUTEL, Conseiller Brexit à la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne. (RP. 14 Place de Louvain.1000 Bruxelles)
- 11 : 15 - 12 : 15** Rencontre avec Marie-Christine VACCAREZZA, déléguée permanente du MEDEF à Bruxelles, et Morgane HUMBERT, Experte sur le Brexit à la Délégation du MEDEF à Bruxelles. (Délégation du MEDEF. 45, Rue de Trèves.1040 Bruxelles)
- 12 : 30 - 14 : 30** Déjeuner de travail avec Antoine FERAL (Vice-président Affaires européennes Rolls Royce) et Julien FEUGIER (Vice-président Affaires européennes Airbus) (Occitanie Europe. 14, Rond-point Schuman. 1040 Bruxelles)
- 15 : 00 - 16 : 00** Rencontre avec Eveline LECOQ, Responsable de politiques, et Arnaud ROHMER, Responsable de politiques, du « Brexit Preparedness Group » du Secrétariat Général de la Commission européenne. (Occitanie Europe. 14, Rond-point Schuman. 1040 Bruxelles)
- 16 : 15 - 17 : 15** Rencontre avec François ARBAULT, en charge du Marché intérieur et des politiques sectorielles au sein de la Task-Force Brexit de la Commission européenne. (Berlaymont. Rue de la Loi, 200. 1040 Bruxelles)
- 17 : 30 - 18 : 30** Rencontre avec Hermione GOUGH, Directrice des relations UK-UE, au sein de la Représentation permanente du Royaume-Uni auprès des Institutions européennes à Bruxelles. (RP UK. Avenue d'Auderghem, 10. 1040 Bruxelles)



Occitanie Europe
Rond-point Schuman, 14
1040 Bruxelles
T gén. [+32 \(0\) 2 280 09 19](tel:+3222800919)
Office@occitanie-europe.eu
www.occitanie-europe.eu

COOPÉRER

COPERNICUS4REGIONS



Crédit: bureau du député
Ricardo SERRÃO SANTOS

COPERNICUS4REGIONS

Debate and festive get-together on the occasion of the release of the publication
"The Ever Growing Use of Copernicus across Europe's Regions"
 22 November 2018 | 18:00-20:30 | European Parliament, Brussels | Members' Salon
 Hosted by **Ricardo Serrão Santos**, Member of European Parliament

17:00 Arrival, Registration and Welcome Drink

18:00 INTRODUCTION
 Welcome - MEP Ricardo SERRÃO SANTOS
 Introducing Copernicus4Regions
 Bernard Plano (NEREUS-Vice-President) | Philippe Brunet (European Commission, Director for Space Policy, Copernicus and Defence) | Josef Aschbacher (European Space Agency, Director of Earth Observation Programmes)

18:30 COPERNICUS USER STORIES and DEBATE WITH THE AUDIENCE
 Moderated by Ms. Lorenza Badiello, Director of the Delegation to the EU of the Emilia Romagna Region in Brussels

- Copernicus User Story: **Monitoring ground water flooding in Ireland**
 Enda Gallagher, Representative of the Galway County Council | Koen Verbuggen, Director of the Geological Survey Ireland
- Copernicus User Story: **Building the Azores regional forest inventory**
 Frederigo Cardigos, Head of the Brussels Regional Representation Office of the Azores
- Copernicus User Story: **Verifying agricultural subsidies in Estonia**
 Kaupo Voormansk, Tartu Observatory, University of Tartu
- Copernicus User Story: **Monitoring coastal waters in near real time**
 Serafim Tsiapelis, Director of Water Directorate of Decentralized Administration of Epirus and Western Macedonia | Stelios Bollanos, Planetek Hellas
- Copernicus User Story: **Copernicus helping civil protection**
 Nuno Pomar, Coordinator Intermunicipal Community of Coimbra Region | Nuno Martinho, Executive Secretary, Intermunicipal Community Viseu Dão-Lafões Region | Pedro J.S.B. Caridade, SpaceLayer Technologies and University of Coimbra

Moderated debate with the audience
 With the participation of: John Howarth, Member of European Parliament | Clare Moody, Member of European Parliament | Daniele Viotti, Member of European Parliament | Flavio Zanonato, Member of European Parliament | Andres JAADLA, Member Committee of the Regions... and other distinguished guests

20:00 CONCLUSIONS AND NETWORKING COCKTAIL
 Conclusive remarks and next steps of Copernicus4Regions
 Bernard Plano (NEREUS-Vice-President) | Josef Aschbacher (European Space Agency, Director of Earth Observation Programmes)

NETWORKING COCKTAIL - Audience can help themselves with appetizers and drinks in the nearby salon

The event will be live streamed

VOS CONTACTS SPÉCIALISÉS

Yannick PROTO

Directeur

yannick.proto@occitanie-europe.eu - +32 2 738 75 71

Philippe MESTRE

Coordinateur territorial

philippe.mestre@occitanie-europe.eu - +33 786 62 57 25

Laurence SIRUGUE

Responsable administration et finances

laurence.sirugue@occitanie-europe.eu - +32 2 738 75 70

Mélissa CHEVILLARD

Chargée de mission – Transports, Environnement, Climat, Énergie, Dimension urbaine

melissa.chevillard@occitanie-europe.eu - +32 2 738 75 72

Jordane SALDUCCI

Chargée de mission – Sécurité, Défense, Affaires extérieures, Budget de l'UE, Brexit, Service Public, Emploi, Affaires sociales

jordane.salducci@occitanie-europe.eu - +32 2 738 75 76

Honorine SCHWARZ

Chargée de mission – Agriculture, Tourisme, Coopération, Éducation, Formation, Citoyenneté, Culture

honorine.schwarz@occitanie-europe.eu - +32 2 738 75 73

Marie VAUGEOIS

Chargée de mission – Recherche et Innovation, Numérique, Instruments financiers, Croissance bleue

marie.vaugeois@occitanie-europe.eu - +32 2 738 75 75

Crédits photographiques: P1: Nations Unies / P6: paulgrecaud, 2015

OCCITANIE EUROPE

Rond-point Schuman 14
B-1040 Brussels, Belgium

Téléphone: +32 2 280 09 19
Fax: +32 2 230 67 83

E-mail: office@occitanie-europe.eu
Web: www.occitanie-europe.eu